

Ils n'ont rien à proposer !

Après cette énième « démission », « renversement », « abandon », presque « lâcheté », le gouvernement, notre président de la République et les partis politiques plongent le pays vers sa déchéance, le chaos, puis le néant...

En effet, plus nous les écoutons et plus ils ne pensent qu'à leurs propres intérêts, balayant d'un geste de la main les préoccupations et les demandes de nos compatriotes.

Pourquoi ?

Comme nous ne cessons de le dire et de l'expliquer à la S-P-F : les hommes et les femmes, embringués dans l'idéologie et un partisanisme respectifs, au parlement, au gouvernement et dans les différentes institutions, chargés de gérer au mieux les affaires de la France, ne proposent rien de sérieux pour sortir de cette crise qu'ils ont eux-mêmes provoquée et qui perdure à cause de leur propre sauvegarde pour accéder, sans partage, à ce que l'on nomme dans son exclusivité le « pouvoir ».

Sauf que, aujourd'hui et encore plus demain, le pouvoir de rien sera toujours égal à « rien ».

Ne prononçant jamais le mot « amélioration » ou « changement » de « fonctionnement » dans le concept de gouvernance pour le pays — dans les hommes comme dans les structures —, ils restent (les partis politiques) volontiers à leur propre service ; oubliant ceux qui les ont élus pour trouver des solutions à tous les problèmes existants afin de recréer la confiance en l'avenir.

Au lieu de s'entendre sur le fonds plus que sur la forme, ces hommes et ces femmes de pouvoir se déchirent. Et, de leur division, de leur sarcasme, de leurs débats stériles ou de leurs coalitions internes et externes, il en découle la « chienlit » : une « merde » dans laquelle ils ont entraîné le peuple de France et même au dehors de nos frontières.

La démocratie de façade dont ces hommes et ces femmes de pouvoir se servent depuis l'avènement de la Ve République pour parvenir à « régner » sur le peuple français à tout moment et en toute circonstance, sans jamais penser au « bien public », n'a plus sa place dans le bon fonctionnement d'institutions au service de la nation. C'est pourquoi : il faut modifier la Constitution pour proposer aux Françaises et aux Français un autre paradigme de gouvernance, mieux adapté à trouver la concordance entre les futurs élus et leurs électeurs, notamment en changeant les modes de scrutin, avec la nomination de véritables intelligences (connaisseurs) dans les ministères, dans un nouveau parlement, aux différents Conseils, etc.

Nous réitérons, ici, notre proposition d'adapter le principe dynamique de la Sociocratie pour y parvenir. Ceci afin de rapprocher le peuple de France avec les décisions importantes à prendre ou à entrevoir pour ouvrir la voie vers un meilleur destin.

Toutes les intelligences, d'où elles viennent, de qui elles sont, doivent se retrouver dans cette nouvelle gouvernance. Cependant, pour ne pas faire peur à nos technocrates actuels et à tous ceux qui pensent qu'ils seront écartés malencontreusement de la nouvelle répartition ou de leur participation dans les différents arcades et arcanes au service du pays et de ses citoyens, la porte reste ouverte, mais à certaines conditions, qui sont développées dans un spicilège que nous mettrons prochainement à la disposition de tout un chacun.

Voilà ! C'est tout pour aujourd'hui !

Pour la S-P-F,

Son secrétaire général : Patrick REBIERRE.

